

Des livreurs d'Uber Eats mettent la pression à la plateforme à Saint-Etienne

Quelques dizaines de livreurs ont manifesté à Saint-Etienne alors qu'ils doivent rencontrer la direction nationale d'Uber Eats dans quelques jours.

Temps de lecture : minute

7 janvier 2021

Une cinquantaine de livreurs de repas, selon ces derniers, une trentaine d'après la police, se sont mis en grève mercredi soir à Saint-Etienne pour perturber la livraison de repas par les plateformes numériques qui les emploient, a constaté l'AFP. Un rassemblement symbolique était prévu devant le stade Geoffroy-Guichard, à l'occasion de la rencontre de Ligue 1 Uber Eats qui oppose l'AS Saint-Etienne au Paris Saint-Germai, dont la plateforme concurrente Deliveroo est le sponsor premium.

Les organisateurs voulaient ainsi "*rappeler que les plateformes ont les moyens de dépenser des millions en sponsoring, mais pas pour nous rémunérer dignement*". La plupart ont toutefois renoncé à se rassembler devant le "Chaudron" après avoir été menacés de verbalisation par la police, a-t-on appris de sources concordantes. "*On a essayé, mais c'était totalement quadrillé par les forces de l'ordre*", a déclaré un livreur prénommé Pierre.

Une trentaine de livreurs se sont réunis peu avant 19 heures à proximité d'un centre commercial du centre de Saint-Etienne, a indiqué de son côté la police. "*Grâce au covid, le chiffre d'affaires des plateformes augmente car elles prennent de nouveaux clients, mais elles baissent quand même*

notre rémunération" , a déploré Junior, qui participait au filtrage des livreurs à l'entrée d'un restaurant Burger King. *"On va maintenir la pression à l'approche d'une rencontre prévue la semaine prochaine avec la direction nationale d'Uber Eats"* , ont déclaré mercredi soir à l'AFP plusieurs représentants stéphanois du mouvement de protestation dénonçant des conditions de travail dégradées.

L'objectif affiché des négociations qu'ils veulent engager avec Uber Eats, et d'autres plateformes telle que Deliveroo, porte sur des revendications telles que *"régularisation des recrutements, rémunération minimum horaire garantie, hausse des tarifs de livraisons, fin du système de notation, protocole de déconnexion plus juste"*. En décembre, à la faveur de deux journées de mobilisation, ils avaient obtenu une rémunération minimum et une prime de pluie , indique BFMTV.

Maddyness avec AFP

Article écrit par Maddyness avec AFP